



Lettre ouverte pour la
**TRANSFORMATION
ÉCONOMIQUE**

DU

CAMEROON

CONTENU

AVANT-PROPOS

3

60 ANS D'ÉCONOMIE CAMEROUNAISE EN 10 MOMENTS-CLÉS

4

DIAGNOSTIC ÉCONOMIQUE

7

- Situation actuelle
- Ce que je dois comprendre avant d'aller voter
- 1. Structure et croissance macroéconomique
- 2. Finances publiques et dette
- 3. Marché du travail, emploi et informalité
- 4. Pauvreté, inégalités et capital humain
- 5. Infrastructures et connectivité

GRANDS DÉFIS 2025-2035

20

- Présentation
- Pourquoi c'est important
- Questions à poser aux candidats / évaluer leurs réponses
- 1. Industrialisation : « Transformer localement au lieu d'exporter brut »
- 2. Transformation agricole et agro-industries : « Du champ à l'usine »
- 3. Financement de l'économie : « Mobiliser l'argent pour investir »
- 4. Capital humain et emploi qualifié : « Former, soigner et valoriser nos talents »
- 5. Infrastructures et énergie : « Construire le socle du développement »
- 6. Gouvernance et institutions : « Des règles du jeu justes et appliquées »
- 7. Changement climatique et environnement : « Verdir sans subir »
- 8. Intégration régionale et commerce : « Le Cameroun au cœur de l'Afrique »
- 9. Inclusion, égalité de genre et protection sociale : « Personne laissé de côté »
- 10. Numérique et innovation : « Le train de la quatrième révolution industrielle »

3 PILLARS TO LIFT CAMEROON'S ECONOMY

51

- AGRICULTURE : "Du champ à l'assiette"
- INDUSTRIE : "Transformer et exporter"
- CULTURE & ICC : "L'économie créative au service du soft power"

AVANT-PROPOS

Le Cameroun aborde une décennie charnière. Malgré des atouts importants – population jeune, ressources naturelles abondantes, situation géographique stratégique – son économie progresse trop lentement pour répondre aux aspirations des citoyens.

Cette « lettre ouverte » vise à dresser un diagnostic rigoureux des forces et faiblesses de l'économie camerounaise, à identifier les défis majeurs à relever d'ici 2035, et à proposer une vision ambitieuse mais réaliste pour « élever le Kontinent ». **Destinée aux électeurs comme aux décideurs**, elle conjugue vulgarisation (pour que **chaque citoyen s'approprie les enjeux**) et exigence analytique (données fiables et comparaisons internationales).

Le fil conducteur : comment mobiliser tout un pays – État, secteur privé, société civile – vers une naissance économique créatrice d'emplois décents, de prospérité partagée et de durabilité. Le ton se veut volontairement pédagogique et constructif, en évitant le fatalisme. Le lecteur y trouvera à la fois des **repères historiques pour comprendre d'où l'on vient**, un **état des lieux lucide** de la situation actuelle, un panorama des **défis à surmonter**, des exemples concrets de réussites et échecs ailleurs, ainsi qu'une feuille de route avec des objectifs chiffrés et des outils de suivi.

En filigrane, un message : le développement est l'affaire de tous. Chaque Camerounaise et chaque Camerounais a un rôle à jouer pour bâtir l'avenir économique du pays.

Dr. Dany R. Dombou J.
juillet 2025

**60 ANS
D'ÉCONOMIE
CAMEROUNAISE
EN 10
MOMENTS-CLÉS**



• MOMENTS CLÉS + PRINCIPAUX INDICATEURS & IMPACTS

Early growth and stability brought more schools, roads and jobs.

Oil money made the economy boom, but most people felt little change in everyday life.

Export prices crashed; many jobs vanished and families became poorer.

Cheaper currency helped exports; life got harder at first but growth returned.

Big debt relief freed money for health, schools and public works.



INDÉPENDANCE ET RÉUNIFICATION



DÉCOUVERTE DU PÉTROLE & BOOM



CRISE DES MATIÈRES PREMIÈRES



DÉVALUATION DE 50 % DU FRANC CFA



INITIATIVE PPTE

Institutions créées ; priorité agriculture d'exportation.

Recettes gérées hors budget, forte hausse des exportations.

+ franc CFA surévalué → récession, programmes d'austérité FM

+ réformes libérales

→ allègement massif de dette (point d'achèvement en 2006)



1960 - 1961



1977 - 1985



1986 - 1994



Janv. 1994



2000 - 2006

Croissance annuelle ≈ 3,7 % (1960-1976). Stabilité politique → investissements dans écoles, routes, entreprises publiques.

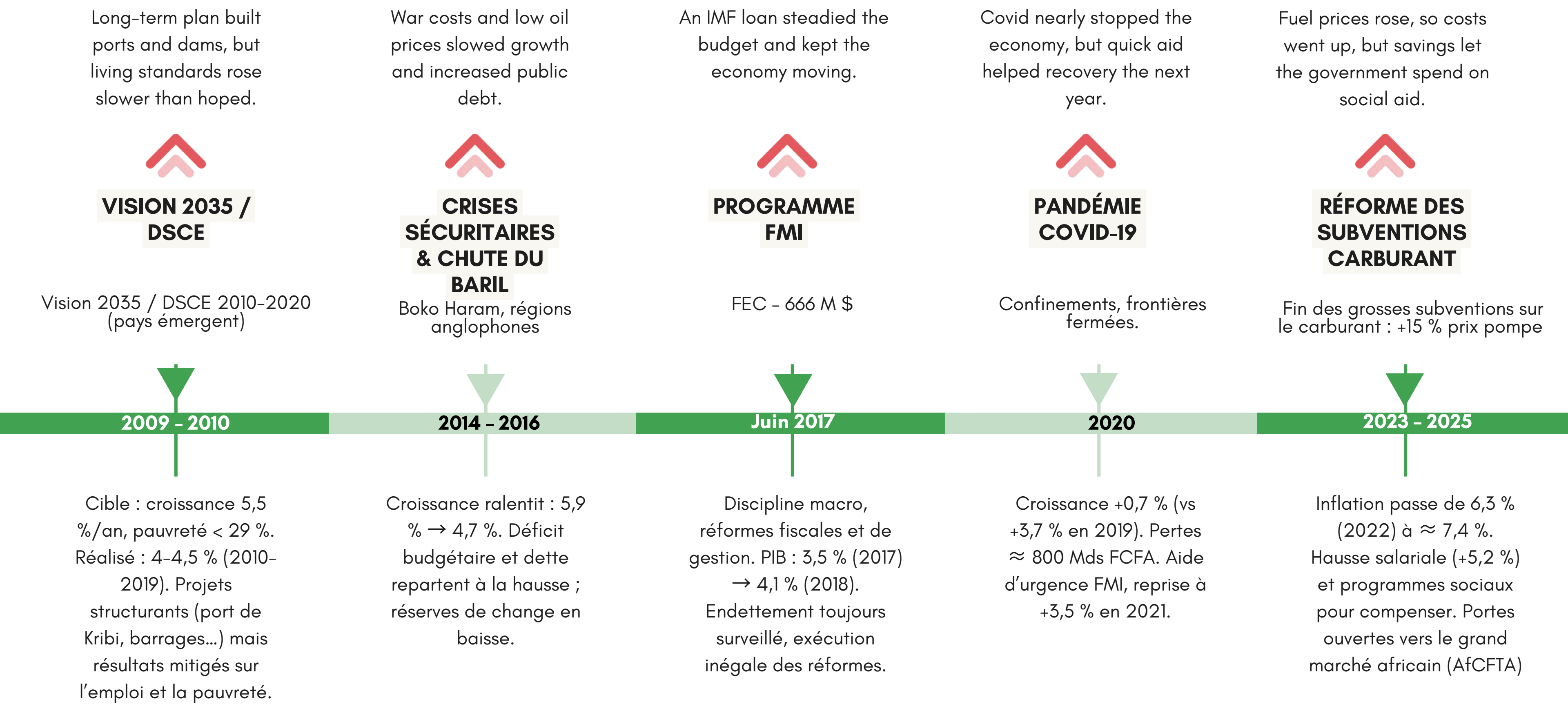
Croissance moyenne ≈ 7 % (fin 1970s), pics à deux chiffres. En 1985 : pétrole = 30 % du PNB / 80 % des exportations. Gestion opaque, retombées limitées pour la population.

PIB réel par habitant : -60 %. PIB total : -30 %. Baisses salariales (-30 % à -50 % en 1993). Dette > 80 % du PIB (1999).

Inflation ≈ 30 % (1994) puis rebond : PIB +5 %/an (1997-1999). Pouvoir d'achat initialement amputé, redressement fragile.

Annulation d'≈ 1,1 Mds \$ de dette. Dette publique : 84 % → < 20 % du PIB. Espace budgétaire accru pour dépenses sociales/investissement.

MOMENTS CLÉS + PRINCIPAUX INDICATEURS & IMPACTS



DIAGNOSTIC ÉCONOMIQUE (SITUATION ACTUELLE)



En bref...

L'économie camerounaise de la dernière décennie affiche une croissance modérée mais régulière, autour de 3 à 4 % par an récemment, freinée par des chocs et des faiblesses structurelles. La structure du PIB reste dominée par les services (environ 50 % du PIB) et l'agriculture vivrière, tandis que l'industrialisation stagne.

Les comptes publics et extérieurs sont sous contrôle depuis les réformes engagées, mais la dette publique a fortement augmenté avant de se stabiliser autour de 40-45 % du PIB. L'inflation, historiquement basse, a bondi depuis 2022 (au-delà de 6 %) sous l'effet de chocs.

Sur le marché du travail, le chômage "officiel" est faible (~3-4 %) mais le sous-emploi et l'informalité concernent la majorité des actifs. Les indicateurs sociaux stagnent : environ 40 % des Camerounais vivent encore sous le seuil de pauvreté nationale, les inégalités de revenu sont élevées (coefficient de Gini ~46.6 en 2014) et le capital humain se développe trop lentement. Infrastructures insuffisantes, climat des affaires perfectible et gouvernance fragile complètent ce diagnostic.

Ce bilan contrasté appelle des réformes vigoureuses pour accélérer la croissance et améliorer significativement les conditions de vie d'ici 2030.



Over the past decade, Cameroon's economy has seen moderate but steady growth of around 3-4 % per year. Services dominate the economy, while industrialisation remains weak. Public finances are relatively stable, but debt has risen to about 40-45 % of GDP. Inflation, once low, has surged above 6 % since 2022 due to external shocks.

Despite low official unemployment (~3-4 %), most people work in informal or underemployed conditions. Around 40 % of the population still lives below the national poverty line, and income inequality remains high. Poor infrastructure, a difficult business environment, and fragile governance continue to hold back progress. Stronger reforms are urgently needed to boost growth and improve living conditions by 2030.





Lettre ouverte pour la transformation économique du CAMEROON

DIAGNOSTIC ÉCONOMIQUE (SITUATION ACTUELLE)

• STRUCTURE ET CROISSANCE MACROÉCONOMIQUE

Croissance modérée mais pas suffisante :

+4 à +5 %/an entre 2015 et 2019

Ralentissement à +3,5 % en 2017 (chocs pétroliers et sécuritaires)

Reprise post-COVID : +3,6 % (2022), +3,8 % (2023)

Revenu par habitant toujours faible :

Environ 1 500 \$ US par an, en stagnation

En comparaison, la Côte d'Ivoire a connu +8,2 %/an entre 2012 et 2019

Économie diversifiée mais peu transformée :

Services : 52 % du PIB

Industrie : 25 %, surtout pétrole et manufacture

Agriculture : 23 %

Faible transformation industrielle :

Industrie manufacturière $\approx$ 14 % du PIB

Pétrole en déclin (champs matures)

Présence limitée de grandes industries

Consommation intérieure très importante :

>70 % du PIB vient des ménages

Croît avec la population (+2,5 %/an)

Investissements importants dans les infrastructures :

Ports, barrages, routes

Financement souvent par emprunts extérieurs

Mais faible investissement privé à cause d'un climat des affaires peu favorable

(167^e/190 au classement Doing Business 2020)

Commerce extérieur toujours déficitaire :

Déficit courant : -3,4 % du PIB (2022), réduit à -2,7 % (2023)

Importations > exportations

Amélioration grâce au gaz naturel liquéfié (GNL) et aux cours du pétrole

Diaspora comme soutien financier :

Envois de fonds estimés à 1 milliard \$/an

Cameroon's economy grows slowly (around 4 % yearly) but not fast enough to raise incomes. Services lead, industry is weak, and people rely on imports. The country builds roads and dams, but private investment is low. Many families depend on money sent from abroad.



CE QUE JE DOIS COMPRENDRE AVANT D'ALLER VOTER

- Le pays avance, mais pas assez vite. Depuis des années, l'économie grandit un peu chaque année, mais pas assez pour que la vie change vraiment pour les gens.
- Ce sont surtout les services et le commerce qui font marcher le pays, pas les usines ni les entreprises de transformation. On vend encore surtout du pétrole brut, du bois ou du cacao, sans trop les transformer ici.
- Les ménages comme nous consomment beaucoup, mais les produits viennent souvent de l'étranger, donc on dépense plus qu'on ne gagne à l'international.
- L'État construit des routes, des barrages, des ports, mais il emprunte beaucoup pour le faire. Les entreprises privées, elles, n'investissent pas assez, car les règles sont compliquées et peu claires.
- Beaucoup de Camerounais vivent avec peu, souvent dans l'informel, sans contrat stable. La pauvreté reste élevée, malgré les efforts.
- Heureusement, les Camerounais de l'extérieur envoient de l'argent, ce qui aide beaucoup de familles à tenir.



Lettre ouverte pour la transformation économique du CAMEROON

DIAGNOSTIC ÉCONOMIQUE (SITUATION ACTUELLE)

• FINANCES PUBLIQUES ET DETTE

- Finances publiques
 - Déficit budgétaire réduit : -6,1 % du PIB (2016) → -0,9 % (2023)
 - Amélioration grâce aux programmes FMI : hausse des recettes non pétrolières et baisse des dépenses
 - Pression fiscale encore faible (~12-13 % du PIB)
 - Masse salariale publique élevée (~6-7 % du PIB)
 - Subventions carburant réduites en 2023 (allègement du budget)
- Dette publique
 - Forte hausse après 2006 (PPTE) : ~20 % du PIB → ~45 % en 2020 → ~42 % en 2023
 - Majoritairement extérieure (~12 Mds \$ fin 2022), souvent en euros/dollars/yuan
 - Risque de surendettement élevé selon le FMI, malgré des taux concessionnels
 - Service de la dette : ~20 % des recettes budgétaires
 - Règles BEAC : encadrement de l'endettement et rapatriement des devises
- Inflation et politique monétaire
 - Inflation faible entre 2015-2019 (1-2 %), mais forte hausse depuis 2021
 - Pic à 6,3 % en 2022 et 7,4 % en 2023
 - Causes : guerre en Ukraine, prix internationaux, pénuries locales
 - Réaction de la BEAC : hausse du taux directeur (3,5 % → 4,5 %)
 - Objectif : retour de l'inflation vers 4 % d'ici 2025

Cameroon reduced its budget deficit and kept inflation under control until 2020. Debt rose but is now stable around 42 % of GDP. Fuel subsidies were cut in 2023. Inflation jumped to over 7 %, but the central bank raised interest rates to bring it down.



CE QUE JE DOIS COMPRENDRE AVANT D'ALLER VOTER

- L'État dépensait plus qu'il ne gagnait, mais il a commencé à mieux gérer, avec l'aide du FMI. Il a réduit certains gaspillages et mieux collecté les impôts, même si on peut encore faire mieux.
- Les salaires des fonctionnaires coûtent très cher à l'État, car il y a beaucoup de personnel et des avantages. Cela laisse moins d'argent pour la santé ou l'éducation.
- Pendant longtemps, l'État a subventionné le carburant, ce qui coûtait très cher. En 2023, il a réduit ces aides pour utiliser l'argent ailleurs (aide sociale, investissements...).
- La dette du pays a beaucoup augmenté, surtout avec l'argent emprunté à l'étranger (Chine, Europe...). Cela commence à peser lourd : 1 franc sur 5 sert à rembourser, donc on a moins de marge pour les projets.
- Les prix ont beaucoup augmenté ces dernières années, surtout à cause de la guerre en Ukraine et des produits qu'on importe. L'État a réagi en augmentant les taux d'intérêt pour calmer les prix.



• MARCHÉ DU TRAVAIL, EMPLOI ET INFORMALITÉ

- Chômage et sous-emploi
 - Taux de chômage officiel bas : 3,7 % (2023), mais trompeur
 - Plus de 75 % des actifs en situation de sous-emploi
 - 70 % des travailleurs gagnent moins que le SMIG
 - Emplois formels (publics/privés modernes) : seulement 5-10 % de la population active
- Informalité massive
 - Emploi informel dominant en ville (petits commerces, moto-taxis...) et en campagne (agriculture de subsistance)
 - En 2010, 90 % des nouveaux emplois étaient informels
 - 67 % des emplois non agricoles aussi informels
 - Causes : manque d'accès au travail formel, réglementation rigide, faiblesse des PME
- Jeunes et inadéquation formation-emploi
 - >300 000 jeunes diplômés/an, peu trouvent un emploi qualifié
 - Beaucoup basculent vers l'informel ou restent inactifs
 - Secteurs en tension (BTP, agro-industrie) manquent de profils formés
 - Initiatives lancées (plans d'insertion, centres de formation), mais résultats limités

Cameroon's unemployment rate is officially low, but most people work in informal or unstable jobs. Youth struggle to find qualified work, while many sectors still lack skilled labour.



CE QUE JE DOIS COMPRENDRE AVANT D'ALLER VOTER

- Le chômage semble faible, mais en réalité beaucoup de gens galèrent : ils font de petits boulots, souvent sans contrat, mal payés et précaires.
- La majorité travaille dans l'informel, que ce soit à la campagne dans les champs ou en ville avec les petits commerces ou les motos-taxis. Très peu ont un vrai contrat ou un salaire stable.
- La plupart des gens gagnent moins que le salaire minimum. Et même quand on travaille, on n'a pas toujours assez pour vivre correctement.
- Les jeunes qui finissent leurs études sont nombreux, mais très peu trouvent un travail à la hauteur de leur diplôme. Beaucoup se retrouvent sans rien ou dans des petits jobs.
- Paradoxalement, certains secteurs manquent de bras : on n'a pas assez de maçons formés, de techniciens agricoles... parce que les formations ne sont pas adaptées aux besoins du pays.



• PAUVRETÉ, INÉGALITÉS ET CAPITAL HUMAIN

- Pauvreté persistante
 - 37,5 % sous le seuil national de pauvreté (2014)
 - 23 % vivent sous le seuil d'extrême pauvreté internationale (2021)
 - Pauvreté très forte en zones rurales (>50 %), surtout dans le Grand Nord (>70 %)
 - Milieu urbain : pauvreté sous les 15 % (5-10 % à Yaoundé/Douala)
- Inégalités marquées
 - Coefficient de Gini : ~46-47, parmi les plus élevés d'Afrique
 - Inégalités entre villes et campagnes, formel et informel, riches et pauvres
 - Inégalités de genre persistantes
- Capital humain faible
 - IDH : 0,58, rang 150e sur 191 (niveau « moyen-bas »)
 - Espérance de vie : 63 ans (2023)
 - Moins de la moitié des enfants finissent le secondaire
 - Dépenses publiques limitées en santé et éducation (~3 % du PIB chacun)
- Faible potentiel des jeunes générations
 - HCl Banque mondiale : un enfant n'atteint que 40 % de son potentiel productif
 - Causes :
 - 30 % des enfants <5 ans souffrent de malnutrition chronique
 - Faibles apprentissages scolaires
 - Système de santé encore faible (mortalité maternelle : 529/100 000)
- Progrès à souligner
 - Taux de mortalité des <5 ans : de 122 ‰ (2000) à 78 ‰ (2018)
 - Alphabétisation des jeunes : ~85 %
 - Meilleure couverture vaccinale

Poverty and inequality remain high in Cameroon, especially in rural areas. Many children suffer from poor health and learning outcomes. Human capital is weak, limiting the country's growth potential.



CE QUE JE DOIS COMPRENDRE AVANT D'ALLER VOTER

- Beaucoup de gens vivent encore dans la pauvreté, surtout à la campagne et dans le Nord du pays. Dans certaines régions, plus de la moitié des familles sont pauvres.
- Les riches deviennent plus riches (surtout en ville), alors que la majorité reste dans la galère, souvent sans emploi stable, sans sécurité sociale.
- Les enfants ne reçoivent pas tout ce qu'il faut pour bien grandir :
Beaucoup sont mal nourris,
Beaucoup quittent l'école trop tôt,
Et les hôpitaux manquent de moyens.
- Résultat : un enfant d'aujourd'hui n'utilisera que 40 % de son potentiel à cause de la pauvreté, la santé fragile et une école qui ne prépare pas bien à la vie active.
- Il y a tout de même des progrès : la mortalité infantile baisse, plus de jeunes savent lire, et les vaccins sont mieux distribués.



Lettre ouverte pour la transformation économique du CAMEROON

DIAGNOSTIC ÉCONOMIQUE (SITUATION ACTUELLE)

• INFRASTRUCTURES ET CONNECTIVITÉ

Énergie

- Potentiel hydroélectrique élevé (>12 000 MW), mais seulement ~1600 MW installés
- Barrages récents : Lom Pangar, Memve'ele, Nachtigal
- Accès à l'électricité : 70 % global, mais ~98 % en ville vs ~20-30 % en zone rurale
- Réseau vétuste, nombreuses coupures, coût élevé pour l'industrie

• Transport

- Améliorations : route Douala-Yaoundé, pont sur le Wouri, port en eau profonde de Kribi
- Réseau routier pavé limité (~10 000 km), concentré au sud
- Zones nord/est enclavées ; corridors internationaux dégradés
- Port de Douala lent et coûteux ; chemin de fer vieillissant

• Numérique

- Taux d'accès à Internet : 45 % en 2023 (vs 20 % en 2017)
- Couverture 3G/4G dans les grandes villes, fibre optique en déploiement
- Coût élevé de la data (>2 \$/Go) ; fracture numérique persiste
- Numérique sous-exploité (e-commerce, e-gov encore faibles)
- Mobile money en expansion : 52 % des adultes en 2021

Cameroon has made progress in roads, electricity, and internet, but big gaps remain, especially in rural areas. Power cuts, poor roads, and high internet costs slow down jobs and growth.



CE QUE JE DOIS COMPRENDRE AVANT D'ALLER VOTER

- On a construit des barrages, mais l'électricité ne va pas partout : en ville on est bien servi, mais à la campagne beaucoup n'ont toujours rien, et les coupures sont fréquentes.
- Des routes ont été améliorées, mais beaucoup de régions restent isolées, surtout quand il pleut. Transporter des marchandises coûte cher, et cela freine l'activité hors des grandes villes.
- Internet avance, mais c'est encore trop cher et mal réparti entre ville et campagne. Pourtant, le numérique pourrait créer plein de petits emplois (petits commerces en ligne, envoi d'argent, services, etc.).
- Si on veut que tout le pays avance, il faut mieux connecter les régions et rendre l'électricité et Internet accessibles à tous, sans que ça coûte une fortune.



**LES
GRANDS DÉFIS
2025—2035**



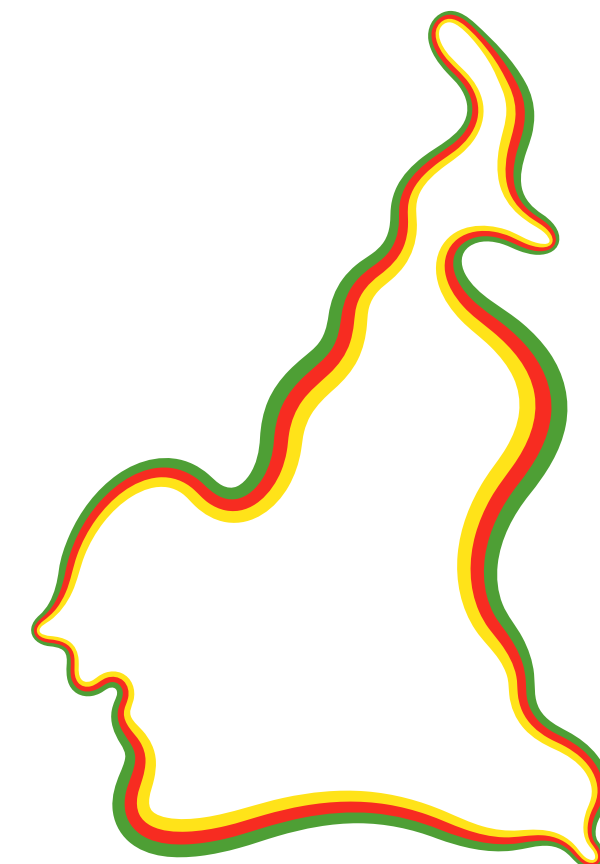
INDUSTRIALISATION : « TRANSFORMER LOCALEMENT AU LIEU D'EXPORTER BRUT »

Le Cameroun doit créer des usines et des emplois industriels pour valoriser ses richesses au lieu de les exporter à l'état brut.

Aujourd'hui, nous vendons surtout du pétrole brut, du cacao, du coton ou du bois non transformés, ce qui rapporte peu et crée peu d'emplois. Industrialiser signifie implanter des usines qui fabriquent des produits finis ou semi-finis – par exemple transformer le cacao en chocolat, le coton en textile, le bois en meubles.

Cela apporterait plus de valeur ajoutée dans le pays, des emplois mieux payés pour les jeunes, et réduirait notre dépendance aux importations. Les citoyens y gagnent : plus de produits « Made in Cameroon » de qualité, moins d'importations coûteuses, et une économie plus solide. Mais pour y arriver, il faut de l'électricité fiable, des routes, des formations techniques et un soutien aux entrepreneurs industriels. Des pays africains comme la Côte d'Ivoire ont commencé à le faire (elle transforme environ 40 % de son cacao localement contre seulement ~10 % pour nous).

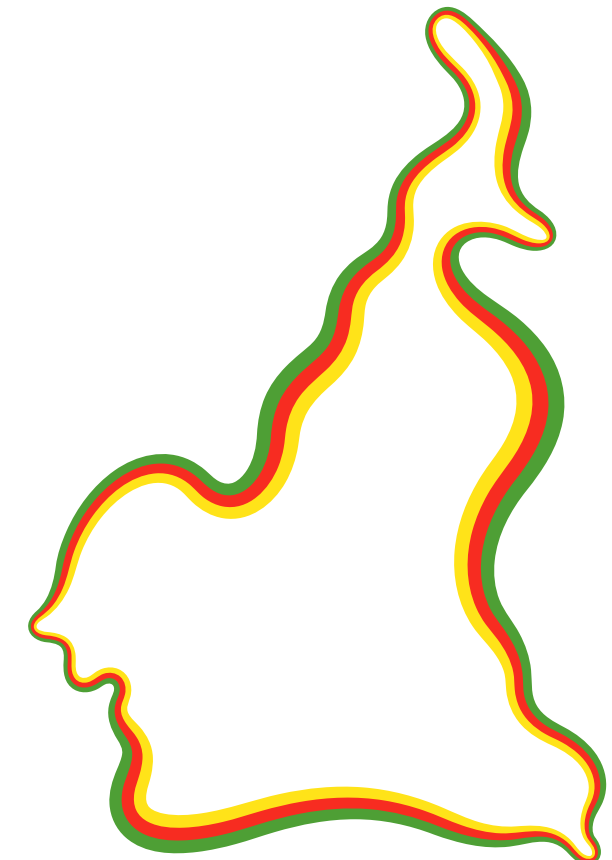
L'industrialisation, c'est en quelque sorte passer d'une économie de vente de matières premières à une économie de production locale – un passage obligé pour le Cameroun de demain.



WHY INDUSTRIALISATION MATTERS FOR CAMEROON



- Today, Cameroon sells raw materials (like cocoa, wood, oil) with little added value
- We don't process them locally, so we earn less and create few jobs
- Building factories means more "Made in Cameroon" products: chocolate, clothes, furniture
- It helps create jobs for young people and reduces expensive imports
- To succeed, we need:
 - Reliable electricity
 - Good roads and transport
 - Training for workers
 - Support for local entrepreneurs
- Côte d'Ivoire transforms 4x more cocoa than we do - we can do better
- Industrialisation = more jobs, more income, stronger economy



QUESTIONS À POSER AUX CANDIDATS

Que ferez-vous pour que nos richesses soient transformées ici, au Cameroun ?

Comment allez-vous soutenir les jeunes entrepreneurs industriels ?

Que prévoyez-vous pour garantir de l'électricité et des routes fiables aux usines ?

Quelles mesures prendrez-vous pour former des jeunes aux métiers industriels ?

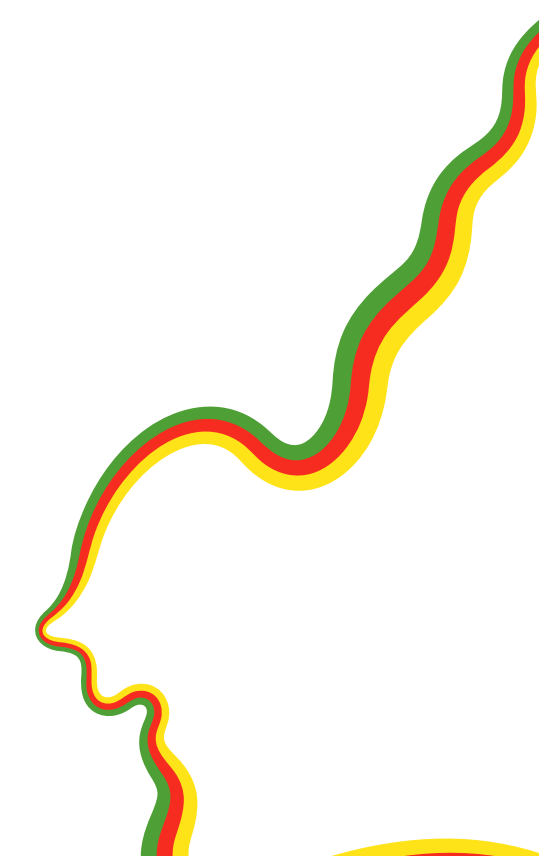
COMMENT J'ÉVALUE LEUR RÉPONSE

- Parlent-ils d'actions concrètes (zones industrielles, allègements fiscaux, formations) ?
- Ont-ils une vision claire et chiffrée (objectifs, échéances, résultats attendus) ?
- Vont-ils travailler avec le secteur privé ou créer encore plus de structures publiques ?
- Leur réponse montre-t-elle qu'ils comprennent les vrais obstacles (coût, marché, qualité) ?

TRANSFORMATION AGRICOLE ET AGRO-INDUSTRIES : « DU CHAMP À L'USINE »

Le Cameroun est un pays agricole, mais beaucoup de nos produits sont vendus bruts et non transformés, ce qui limite les revenus des paysans et nous oblige à importer des aliments transformés. Le défi est de développer des filières agro-industrielles – c'est-à-dire transformer sur place le manioc en tapioca ou en amidon, la tomate en concentré, le maïs en farine ou aliments pour bétail, le lait en fromage, etc. Cela augmenterait les revenus ruraux (les agriculteurs seraient payés mieux pour des produits de qualité), créerait des emplois dans les campagnes (petites usines de transformation, ateliers) et nous rendrait plus autosuffisants alimentaires. Aujourd'hui, paradoxalement, le Cameroun importe du poisson congelé, du riz, du sucre, du blé... alors qu'on pourrait substituer une partie avec des productions locales (élevage de poisson, riziculture améliorée, patate douce ou manioc pour remplacer une partie de la farine de blé dans le pain).

Des exemples concrets : des coopératives féminines transforment le soja en huile et tourteaux, du corossol en jus naturel, ou conditionnent des épices pour les supermarchés. Si ces initiatives étaient soutenues à grande échelle, on aurait plus de produits « Made in Cameroon » dans nos marchés. Pour cela, il faut organiser les agriculteurs en coopératives, les former, leur donner accès à des machines de transformation (décortiqueuses, moulins) et développer des chaînes de valeur complètes du champ à l'assiette. C'est un moyen efficace de lutter contre la pauvreté rurale et de réduire notre dépendance alimentaire.



FROM FARM TO FACTORY: WHY AGRO-PROCESSING MATTERS



Cameroon grows a lot of food, but sells most of it raw

- This means low incomes for farmers and high food imports
- We could turn cassava into flour, tomatoes into paste, corn into animal feed, milk into cheese
- Processing food locally = more jobs in rural areas and better prices for farmers
- It also helps feed ourselves without depending too much on imports
- Women's cooperatives are already turning soy into oil or spices into packaged products – this must be scaled up

To succeed, we need:

- Farmer cooperatives
- Access to machines (grinders, dryers, etc.)
- Better roads and electricity
- Training and support for small food businesses

Other countries (Côte d'Ivoire, Kenya, Nigeria) show it's possible – we can do it too



QUESTIONS À POSER AUX CANDIDATS

- Que ferez-vous pour que nos produits agricoles soient transformés ici au lieu d'être exportés bruts ?
- Comment allez-vous aider les petits agriculteurs à mieux gagner leur vie ?
- Quel soutien donnerez-vous aux coopératives, aux PME agro et aux femmes rurales ?
- Allez-vous garantir l'accès aux machines, au financement, aux formations et aux marchés ?

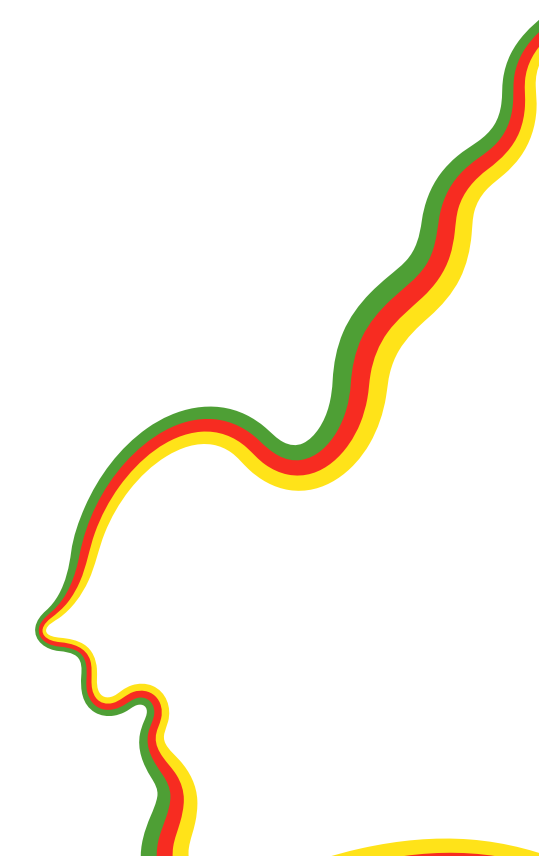
COMMENT J'ÉVALUE LEUR RÉPONSE

- Parlent-ils de chaînes complètes (du champ à l'assiette) ou seulement de grandes usines ?
- Ont-ils un plan clair pour chaque région agricole ?
- Proposent-ils de former, équiper et organiser les producteurs ?
- Leur réponse montre-t-elle qu'ils veulent réduire les importations et créer des emplois ruraux ?

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE : « MOBILISER L'ARGENT POUR INVESTIR »

Pour que l'économie grandisse, il faut de l'argent disponible pour financer les projets – qu'il s'agisse de construire une nouvelle boulangerie, d'agrandir une ferme ou de lancer une start-up tech. Au Cameroun, beaucoup d'entrepreneurs manquent de financement : les banques prêtent très peu aux petites entreprises et les taux d'intérêt sont élevés. Aussi, les gens font souvent appel à la famille, aux tontines, ou restent bloqués faute de crédit. Le défi est donc de mieux financer l'économie. Cela veut dire : encourager les banques à prêter aux agriculteurs, artisans, PME; développer le micro-crédit et la finance digitale (comme on le voit avec Mobile Money); attirer des investisseurs étrangers de confiance; mobiliser l'épargne nationale (l'argent dormant dans l'informel, l'or que les ménages gardent, etc.) vers des investissements utiles.

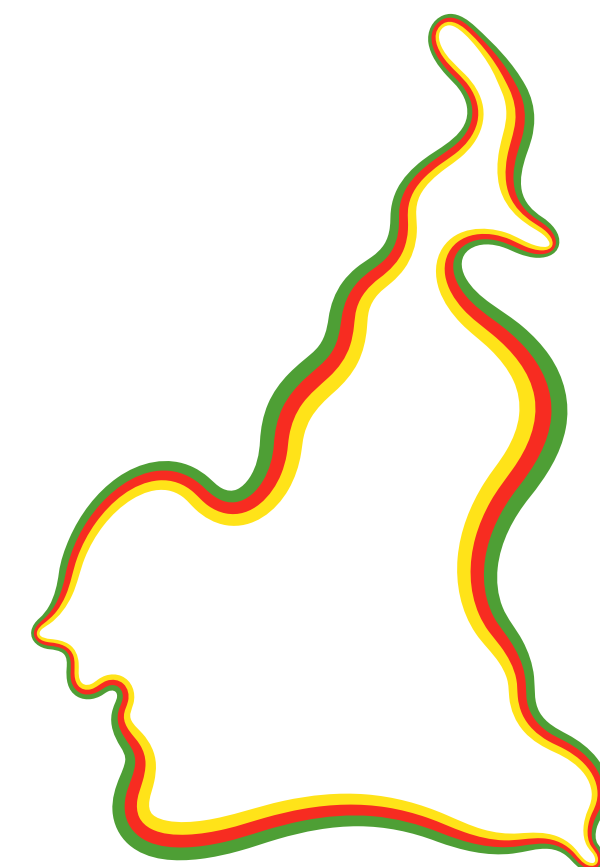
Un citoyen engagé peut participer via, par exemple, les tontines qui financent un membre pour lancer un commerce, ou l'achat d'obligations d'État pour construire une route. L'État, lui, doit créer un environnement sûr pour les investisseurs (lois claires, lutte contre la corruption) et orienter l'argent vers les secteurs prioritaires (par des garanties de prêt, des fonds spéciaux). En résumé, on a besoin de « faire circuler l'argent » dans l'économie, plutôt que de le laisser inactif ou de le voir sortir du pays. Un financement plus accessible signifie plus de projets, plus d'emplois et une croissance plus rapide dont chacun profite.



MAKING MONEY FLOW TO SUPPORT REAL PROJECTS



- In Cameroon, many people have good ideas (bakeries, farms, tech start-ups)
- but can't get loans from banks – interest rates are high and rules are tough
- Most small businesses rely on family, tontines, or nothing at all
- To grow the economy, we must:
 - Encourage banks to lend to farmers, artisans and small businesses
 - Use mobile money and microcredit to reach more people
 - Attract good investors from abroad
 - Turn savings from tontines or gold into real investment
- Citizens can help by joining investment tontines or buying government bonds
- Government must ensure money goes where it helps:
 - Clear laws
 - Anti-corruption
 - Support for priority sectors (e.g. farming, tech, agro-industry)
- Money that moves = jobs, progress and shared growth



QUESTIONS À POSER AUX CANDIDATS

- Que ferez-vous pour que les jeunes, agriculteurs et PME trouvent des financements facilement ?
- Allez-vous soutenir les tontines et la finance digitale comme outils d'investissement ?
- Comment allez-vous protéger les citoyens contre les arnaques financières et les abus ?
- Comptez-vous créer une vraie banque de développement pour appuyer les projets locaux ?

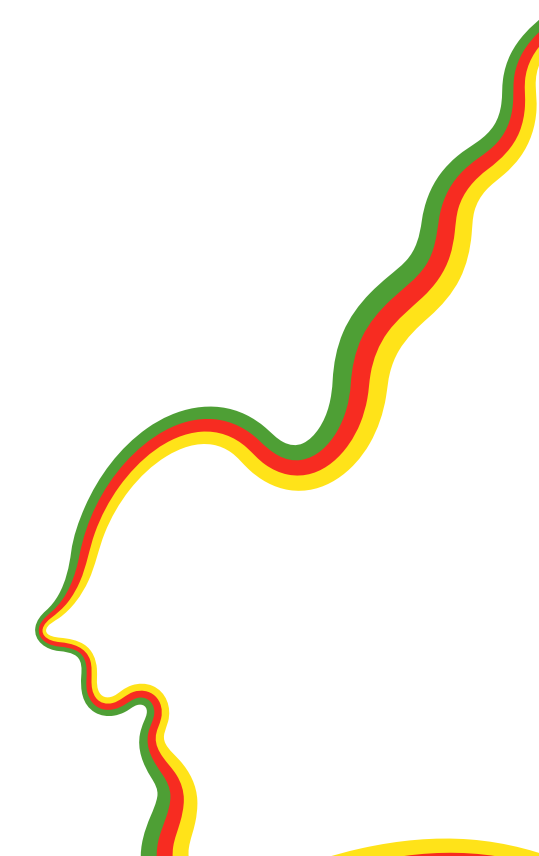
COMMENT J'ÉVALUE LEUR RÉPONSE

- Parlent-ils de solutions concrètes (microcrédit, garantie de prêt, mobile money, tontines) ?
- Sont-ils clairs sur qui va recevoir l'argent et comment ?
- Prévoient-ils de rendre les règles plus simples et transparentes pour accéder au crédit ?
- Leur plan permet-il de faire circuler l'argent vers les vraies priorités du pays ?

CAPITAL HUMAIN ET EMPLOI QUALIFIÉ : « FORMER, SOIGNER ET VALORISER NOS TALENTS »

Le « capital humain », ce sont les compétences, la santé et le savoir-faire des Camerounais. C'est en fait la richesse la plus importante d'un pays. Or, beaucoup de nos concitoyens n'ont pas accès à une éducation de qualité ou à des soins corrects, ce qui les empêche de développer tout leur potentiel. Par exemple, des entreprises cherchent des soudeurs qualifiés, des techniciens, des informaticiens, mais ne les trouvent pas toujours au Cameroun. De même, un enfant mal nourri ou souvent malade aura du mal à bien apprendre à l'école. Le défi, c'est donc d'investir dans les gens : mieux former les jeunes (des bases solides en lecture, maths, sciences; et des formations professionnelles aux métiers d'avenir), améliorer la santé pour tous (vaccinations, hôpitaux équipés, prévention des pandémies), et retenir nos talents (au lieu qu'ils partent à l'étranger faute d'opportunités).

Un capital humain renforcé signifie une population active plus productive, des innovations qui émergent localement, et moins de chômage des jeunes diplômés. Par exemple, le Rwanda a beaucoup investi en santé et cela se voit : l'espérance de vie y a bondi de 50 à 69 ans en deux décennies thinkglobalhealth.org. Si le Cameroun consacre plus de budget aux écoles, aux universités, aux centres de formation technique et aux hôpitaux, chaque franc investi se traduira à terme par plusieurs francs de croissance en plus. Pour le citoyen, cela veut dire un meilleur accès à la connaissance (internet, bibliothèques, formations) et des services de santé plus fiables (dispensaires de qualité, mutuelles de santé).



PEOPLE ARE THE COUNTRY'S MOST IMPORTANT WEALTH



Cameroon has many smart and talented people,

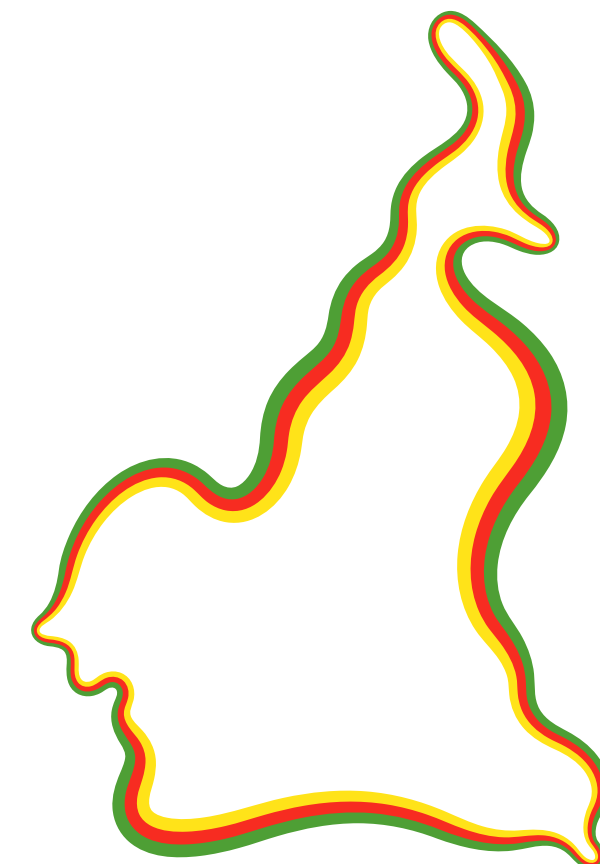
- but not enough access to quality education and healthcare
- Some jobs are available (like welders, technicians, IT workers)
- but there are not enough qualified people to fill them
- Health problems (like malaria, malnutrition) and poor schooling
- limit children's ability to learn and succeed

To improve this, Cameroon must:

- Invest more in schools, health centres, and training centres
- Modernise education and offer training in jobs of the future
- Ensure better healthcare and insurance for all
- Keep our talents from leaving the country

Countries like Rwanda, Tunisia or Ghana show it works:

- better investment in people = more jobs, innovation and progress
- When people are healthy and skilled, the whole country grows



QUESTIONS À POSER AUX CANDIDATS

- Que ferez-vous pour améliorer la qualité de l'école et des soins de santé dans tout le pays ?
- Comment allez-vous former les jeunes aux métiers d'avenir ?
- Comment comptez-vous retenir les talents au lieu qu'ils partent à l'étranger ?
- Prévoyez-vous une assurance santé accessible à tous les citoyens ?

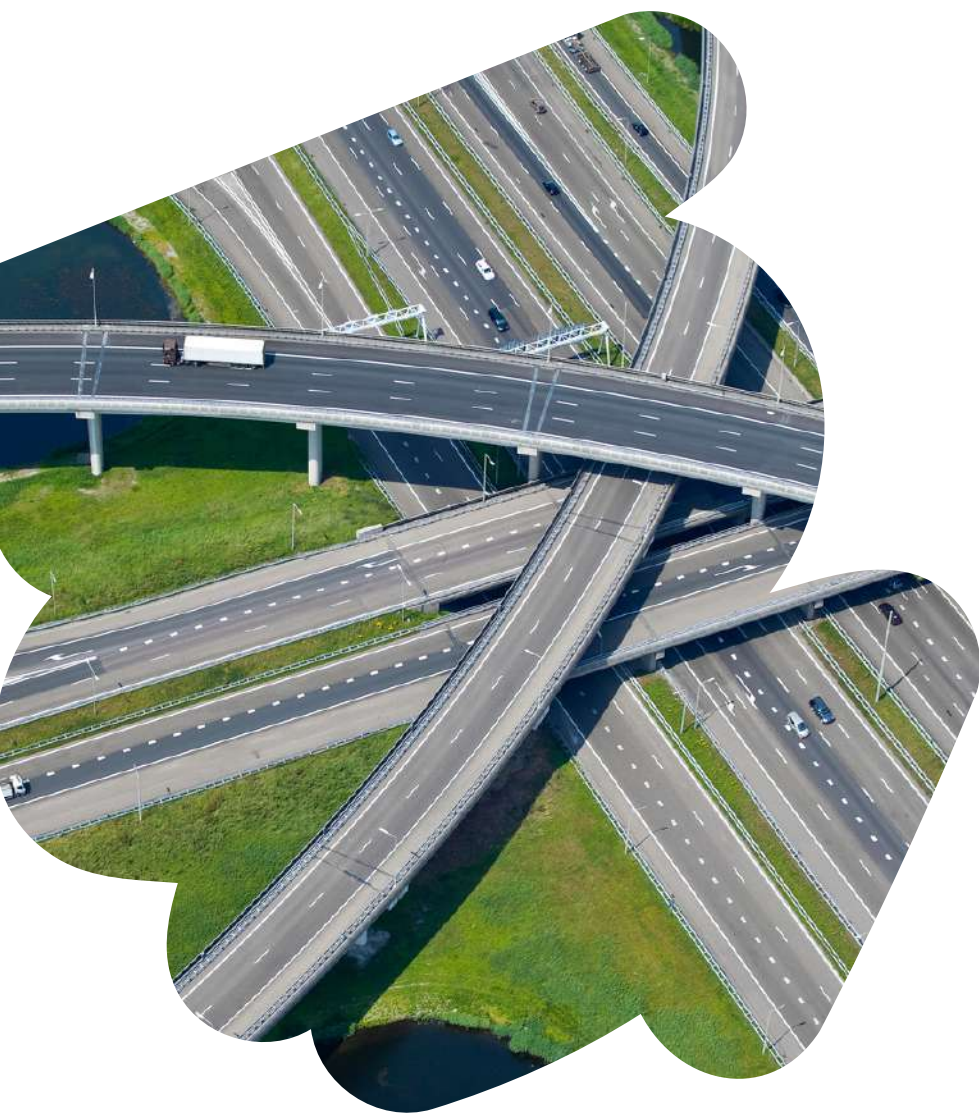
COMMENT J'ÉVALUE LEUR RÉPONSE

- Proposent-ils des moyens concrets pour améliorer la formation et la santé ?
- Parlent-ils d'augmenter le budget pour ces secteurs prioritaires ?
- Ont-ils un plan pour répartir les ressources équitablement (pas juste pour les grandes villes) ?
- Pensent-ils à former aussi les adultes et à mieux lier formation et emploi ?

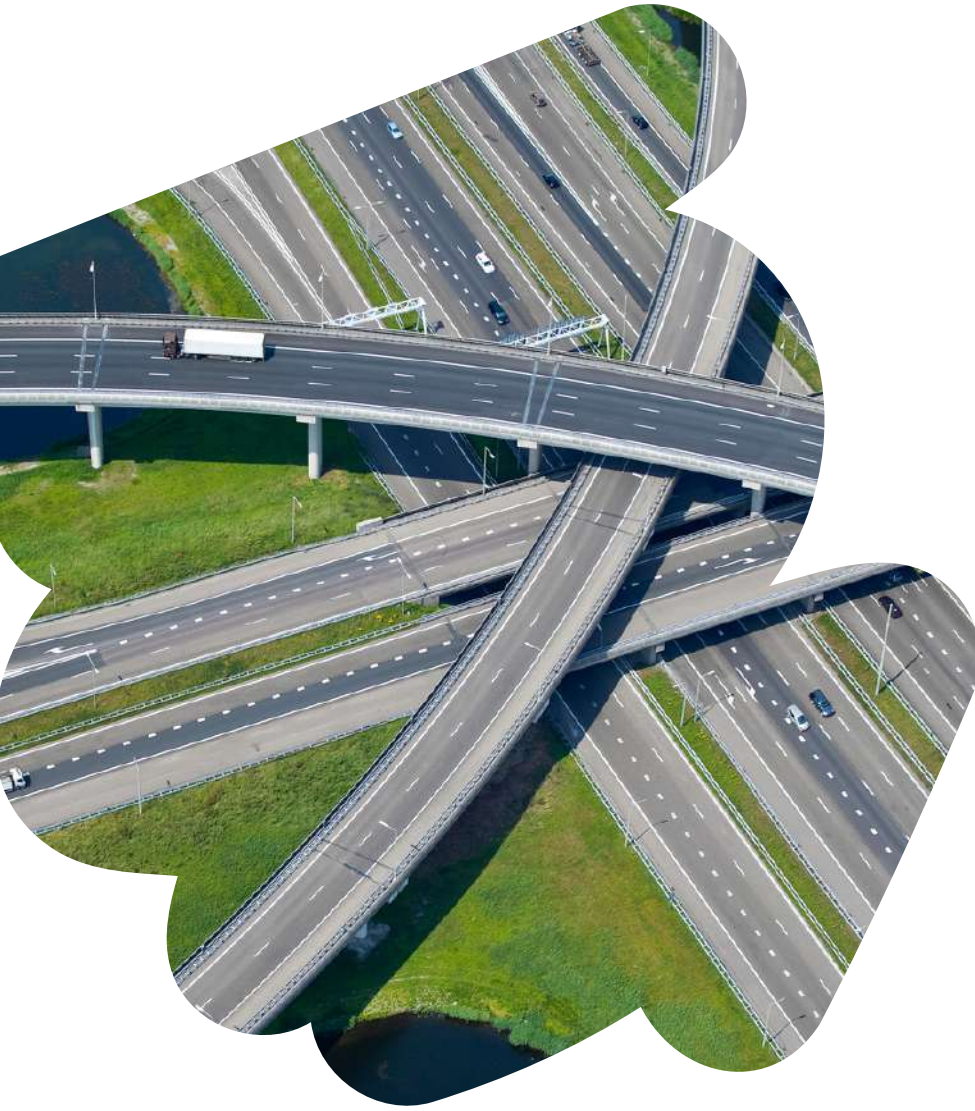
INFRASTRUCTURES ET ÉNERGIE : « CONSTRUIRE LE SOCLE DU DÉVELOPPEMENT »

Sans routes pour transporter les marchandises, sans électricité pour faire tourner les usines, sans internet pour communiquer, une économie ne peut pas décoller. Or au Cameroun, nous manquons encore d'infrastructures fiables. Des agriculteurs voient leurs récoltes pourrir faute de routes praticables. Des artisans subissent des coupures de courant fréquentes qui ralentissent leur production. Nous payons notre carburant plus cher à l'intérieur du pays car le train ou les camions mettent du temps depuis le port.

Le défi est donc de renforcer et moderniser nos infrastructures : plus de routes bitumées reliant toutes les régions; des chemins de fer rénovés et prolongés (par exemple vers le Tchad); une énergie abondante (exploitant nos nombreux barrages possibles pour avoir de l'électricité bon marché 24h/24); un accès à l'eau potable et à un réseau sanitaire correct; enfin, de généraliser l'accès à internet haut débit. Cela demande de gros investissements, mais c'est un investissement rentable. Par exemple, un paysan qui a une route pour acheminer son maïs au marché pourra vendre plus et moins cher que s'il devait faire 50 km à moto. Des étudiants avec internet apprennent mieux. Un entrepreneur avec de l'électricité en continu produit plus. Le citoyen lambda ressentira la différence : moins de frais de véhicule car les routes sont bonnes, moins de pannes d'électricité chez lui, une eau du robinet potable évitant les maladies, etc. Des pays comme le Maroc ont beaucoup misé sur les autoroutes, ports et énergies renouvelables – aujourd'hui ils attirent des usines de voitures parce que les infrastructures suivent. Si nous voulons « élever » notre pays, il faut d'abord construire et entretenir ce qui le soutient.



BUILD THE BASICS FIRST



- Roads, electricity, and internet are the foundation of development
- Many farmers lose their harvests due to bad roads, and artisans can't work during blackouts
- Transporting goods inside Cameroon is more expensive than to other countries
- Only 10 % of roads are paved, electricity is uneven, and internet access is limited
- To grow the economy, Cameroon must:
 - Build and repair more roads across all regions
 - Expand electricity access using hydro & solar power
 - Ensure clean water and modern sanitation
 - Improve internet speed and lower its cost
- Countries like Morocco or Ethiopia have shown that better infrastructure = more jobs and investments
- Every good road, reliable light, or internet line means opportunities for citizens and businesses



QUESTIONS À POSER AUX CANDIDATS

- Comment comptez-vous améliorer les routes et l'électricité dans les zones rurales ?
- Allez-vous investir dans les énergies renouvelables comme l'hydroélectricité ou le solaire ?
- Quel est votre plan pour connecter tous les citoyens à internet fiable ?
- Comment garantirez-vous la bonne gestion des projets d'infrastructures sans corruption ?

COMMENT J'ÉVALUE LEUR RÉPONSE

- Proposent-ils des solutions réalistes et chiffrées ?
- Parlent-ils d'équité territoriale (pas seulement les grandes villes) ?
- Ont-ils un plan clair pour mobiliser des financements sans surendetter le pays ?
- Évoquent-ils la transparence et la lutte contre les détournements ?

GOVERNANCE ET INSTITUTIONS : « DES RÈGLES DU JEU JUSTES ET APPLIQUÉES »

Même avec de l'argent et des ressources, un pays n'avance pas s'il n'est pas bien géré. La gouvernance, c'est la manière dont l'État et les institutions fonctionnent : est-ce qu'on dépense l'argent public de façon transparente ? est-ce que les lois sont les mêmes pour tous ou bien certains font-ils des passe-droits ? Au Cameroun, on sait que la corruption et la bureaucratie lente posent problème. Des investisseurs ou même des Camerounais qui veulent monter un projet se découragent devant le nombre de signatures, la nécessité parfois de "motiver" un agent pour accélérer un dossier. Le défi est d'améliorer nettement la gouvernance : renforcer la lutte contre la corruption (plus de contrôles, sanctions exemplaires), rendre l'administration plus efficace (digitaliser les procédures pour éviter d'aller de bureau en bureau), décentraliser certaines décisions pour être plus proche du terrain, et assurer l'égalité de tous devant la loi.

Un pays bien gouverné attire plus d'investissements et utilise mieux ses ressources. Par exemple, si le budget de l'éducation va réellement construire des salles de classe et payer des enseignants, plutôt que d'être détourné, nos enfants apprendront mieux. Un autre aspect est la stabilité politique et la sécurité : sans sécurité (par exemple si les crises dans le Nord-ouest/Sud-ouest persistent), l'économie souffre car personne n'investit dans un climat d'instabilité. En résumé, une meilleure gouvernance profite directement aux citoyens : moins de corruption veut dire plus de médicaments dans les hôpitaux, plus de routes construites réellement et non laissées inachevées. Chacun peut contribuer en refusant de payer des pots-de-vin et en exigeant des comptes des dirigeants.



FAIR RULES AND WORKING INSTITUTIONS

- Good governance means clear rules, fair laws, and working institutions
- In Cameroon, corruption and red tape make things slow and unfair
- Starting a business or getting services often requires bribes or many signatures
- Better governance = better public services, more trust, and more investments

Key actions needed:

- Fight corruption with real controls and sanctions
- Digitalise paperwork (permits, taxes) to reduce human delays
- Decentralise some decisions to local regions
- Make all citizens equal before the law

Other countries (like Georgia and Rwanda) improved by making rules transparent and using technology

For citizens, it means: less bribery, faster services, and better use of public money



QUESTIONS À POSER AUX CANDIDATS

- Quelles mesures concrètes prendrez-vous pour lutter contre la corruption ?
- Allez-vous digitaliser les services publics pour simplifier les démarches ?
- Comment renforcerez-vous la transparence des budgets publics ?
- Que proposez-vous pour que les communes aient plus de pouvoir et de moyens ?

COMMENT J'ÉVALUE LEUR RÉPONSE

- Proposent-ils des actions précises, mesurables et datées ?
- Parlent-ils de sanctions réelles pour les corrompus ?
- Ont-ils un plan pour suivre les résultats et publier les données ?
- Évoquent-ils le rôle des citoyens dans le contrôle des politiques publiques ?

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENT : « VERDIR SANS SUBIR »

Le climat de la Terre change – on le voit déjà avec des saisons de pluie dérégées, plus de sécheresses au nord, des inondations plus fréquentes au sud. Le Cameroun n’y échappe pas : les paysans du Sahel camerounais voient leurs sols s’appauvrir, le lac Tchad a presque disparu de notre côté; à l’opposé, Douala et d’autres villes côtières subissent des inondations qui chassent des familles de chez elles. Protéger notre environnement est donc vital pour notre économie et notre sécurité alimentaire. Le défi climatique a deux faces : d’une part s’adapter (construire des digues, changer nos pratiques agricoles pour résister aux sécheresses, éviter de bâtir dans les zones inondables, etc.), et d’autre part atténuer (réduire nos propres émissions de gaz à effet de serre en protégeant nos forêts, en utilisant plus d’énergies propres).

Le Cameroun s’est engagé à baisser ses émissions de 35 % d’ici 2030, ce qui veut dire par exemple planter plus d’arbres, gérer les déchets différemment, encourager le solaire ou l’hydroélectricité au lieu des vieux moteurs diesel. C’est un défi, mais aussi une opportunité : on peut créer des emplois verts (par exemple reboisement, éco-tourisme, recyclage). De plus, des fonds internationaux sont disponibles pour aider les pays qui protègent le climat. Notre pays abrite une partie de la grande forêt du bassin du Congo – en la préservant, on pourrait bénéficier de financements (via un marché carbone) et maintenir la pluie pour nos agriculteurs. En résumé, agir pour le climat n’est pas un luxe, c’est assurer un avenir viable à nos enfants (un climat supportable, de l’eau, des terres fertiles) et prendre le train de l’économie verte qui peut apporter de nouvelles activités.



GOING GREEN WITHOUT SUFFERING

- Cameroon is already feeling climate change: more floods in the south, more droughts in the north
- This threatens food, housing, and health (bad harvests, flooded cities, spread of disease)

Two key responses:

- Adaptation: build flood defences, change farming methods, protect coastlines
- Mitigation: protect forests, use more clean energy, reduce diesel and charcoal use
- Cameroon has committed to cut emissions by 35% by 2030

There are opportunities too:

- “Green jobs” in reforestation, eco-tourism, solar energy, recycling
- International funds for climate action (if Cameroon prepares good projects)

Protecting forests means preserving rainfall, attracting funding, and keeping land fertile

Climate action is not a luxury – it’s about securing a liveable future for all



QUESTIONS À POSER AUX CANDIDATS

- Que ferez-vous concrètement pour protéger les forêts et les zones inondables ?
- Avez-vous un plan pour développer les énergies propres (solaire, hydro...) ?
- Comment le Cameroun va-t-il capter les financements climatiques internationaux ?
- Quels emplois verts voulez-vous créer dans les 5 prochaines années ?

COMMENT J'ÉVALUE LEUR RÉPONSE

- Présentent-ils des actions précises et localisées (ex : reboisement, digue, panneaux solaires) ?
- Expliquent-ils comment ils vont financer ces actions ?
- Prennent-ils en compte les risques climatiques dans les grands projets ?
- Ont-ils une vision de long terme réaliste pour adapter le pays au climat de demain ?

INTÉGRATION RÉGIONALE ET COMMERCE : « LE CAMEROUN AU CŒUR DE L'AFRIQUE »

Le Cameroun est entouré de pays (Nigéria, Tchad, Gabon, etc.) avec qui il pourrait beaucoup commercer, mais aujourd'hui on échange trop peu avec nos voisins. Par exemple, il est souvent plus facile d'acheter un produit venant d'Europe que venant du Nigéria à côté, à cause des frontières difficiles (douanes lentes, routes manquantes). Pourtant, vendre plus à nos voisins et leur acheter ce qu'ils produisent serait bénéfique à tous : on aurait des marchés plus grands pour écouler nos marchandises (donc plus de production et d'emplois), et des produits moins chers ou indisponibles chez nous pourraient arriver facilement. Le défi de l'intégration régionale consiste à faciliter ces échanges : baisser les barrières douanières inutiles (la ZLECAF africaine vise à supprimer la plupart des droits de douane), harmoniser les normes (que ce qui est accepté chez nous le soit ailleurs et vice-versa), améliorer les routes transfrontalières (par exemple la route Douala-N'Djamena, pour que les camions aillent vite au Tchad).

Le Cameroun a un rôle de hub en Afrique centrale, avec son port de Douala et Kribi, il dessert déjà le Tchad et la RCA. Mieux intégrer la région signifie aussi coopérer sur l'énergie (éventuellement exporter de l'électricité au Tchad) ou sur les politiques (lutte conjointe contre la contrebande). Pour le citoyen, une intégration réussie peut se traduire par plus d'opportunités d'affaires (un jeune entrepreneur camerounais pourrait facilement vendre au Gabon sans paperasse compliquée), des produits plus abondants (par ex du bétail tchadien sur nos marchés, ou nos produits agricoles vendus à Malabo), et même une plus grande mobilité (voyager, étudier ou travailler plus aisément dans la région).



CAMEROON AT THE HEART OF AFRICA



- Cameroon trades too little with its neighbours – it's often easier to import from Europe than from Nigeria
- Problems: bad roads, slow customs, too many checkpoints, and red tape
- Yet regional trade brings benefits: cheaper goods, more buyers, and new jobs
- ZLECAF (African free trade zone) aims to remove tariffs and ease movement across countries
- Cameroon already serves Chad and CAR via the Douala and Kribi ports – it could become a key trade hub

Opportunities:

- Sell more local products to Africa
- Share electricity, build common roads
- Create value chains (e.g. cocoa, cotton, cement)

Challenges:

- Corruption and delays at borders
- Missing infrastructure (roads, rail)
- Some sectors fear competition

Cameroon must lead by example to unlock Africa's big market



QUESTIONS À POSER AUX CANDIDATS

- Comment allez-vous faciliter les échanges avec les pays voisins ?
- Quels projets d'infrastructures régionales allez-vous accélérer (routes, douanes, énergie) ?
- Comment comptez-vous aider les PME camerounaises à profiter de la ZLECAF ?
- Le Cameroun a-t-il une stratégie pour devenir un hub logistique en Afrique centrale ?

COMMENT J'ÉVALUE LEUR RÉPONSE

- Donnent-ils des projets concrets (ex : route vers le Tchad, digitalisation des douanes) ?
- Parlent-ils d'harmoniser les règles avec nos voisins ?
- Prévoient-ils un accompagnement des entreprises (formation, accès aux normes) ?
- Montrent-ils une vision offensive et collaborative de l'intégration régionale ?

INCLUSION, ÉGALITÉ DE GENRE ET PROTECTION SOCIALE : « PERSONNE LAISSÉ DE CÔTÉ »

Une économie n'est vraiment forte que si tous ses citoyens peuvent y contribuer et en bénéficier. Au Cameroun, certains groupes – notamment les femmes, mais aussi les jeunes, les personnes en situation de handicap, certaines régions marginalisées – n'ont pas les mêmes chances que d'autres. Par exemple, les femmes sont très actives (elles font tourner l'agriculture, le commerce) mais gagnent souvent moins et sont moins représentées dans les postes de décision (seulement ~34 % de femmes députées). Souvent, elles ont moins accès au crédit pour lancer un business, ou subissent des discriminations. De même, des jeunes diplômés compétents peuvent être écartés au profit de personnes moins qualifiées mais "pistonnées". Corriger ces inégalités n'est pas seulement une question de justice, c'est aussi bon pour l'économie : si les femmes pouvaient entreprendre autant que les hommes, la richesse nationale augmenterait beaucoup. L'inclusion signifie faire en sorte que les fruits de la croissance profitent à tous et que chacun puisse apporter sa pierre. Concrètement, cela veut dire : encourager l'entrepreneuriat féminin (crédits adaptés, mentorat), assurer l'égalité salariale à travail égal, lutter contre les mariages précoces qui coupent les jeunes filles de l'école, soutenir les régions ou groupes vulnérables par des programmes dédiés (formation, microfinance). C'est aussi développer des filets de protection sociale pour aider ceux qui tombent dans la pauvreté (par exemple un petit revenu aux familles très pauvres, ou une assurance chômage pour les travailleurs formels qui perdent leur emploi). Actuellement, beaucoup de Camerounais n'ont aucune protection : en cas de coup dur (maladie grave, récolte perdue), ils peuvent basculer dans la misère. Un système de sécurité sociale plus large (au-delà des seuls fonctionnaires) rendrait la société plus résiliente et dynamique.



NO ONE LEFT BEHIND



- Many Cameroonians – women, youth, disabled, rural people – face unfair disadvantages
- Women do most farming and trade but earn less and have fewer rights and opportunities
- Inclusion means equal chances to succeed:
 - Support women and young entrepreneurs
 - Equal pay for equal work
 - Stop early marriages
 - Help poor families with small income support
- Most people lack social safety nets (no health insurance, no unemployment help)
- Better inclusion = stronger economy + fairer society
- Countries like Rwanda and Senegal show it's possible with smart policies
- Helping everyone helps the whole country – more peace, more productivity, less poverty



QUESTIONS À POSER AUX CANDIDATS

- Comment allez-vous réduire les inégalités entre hommes et femmes dans l'accès à l'emploi, la terre, le crédit ?
- Que proposez-vous pour aider les plus vulnérables (handicap, zones oubliées, jeunes sans emploi) ?
- Quel est votre plan pour étendre la protection sociale (santé, filets de sécurité, chômage) à tous ?

COMMENT J'ÉVALUE LEUR RÉPONSE

- Donnent-ils des actions concrètes (programmes pour femmes rurales, appui jeunes, transferts mobiles) ?
- Prévoient-ils des budgets réalistes et des mécanismes simples d'accès ?
- Tiennent-ils compte des freins culturels et proposent-ils des solutions inclusives (ex : chefs traditionnels, numérique) ?
- S'inspirent-ils de bonnes pratiques africaines ?

NUMÉRIQUE ET INNOVATION : « LE TRAIN DE LA QUATRIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE »

On entend souvent dire que nous sommes dans un monde numérique et que l'intelligence artificielle, les nouvelles technologies vont changer la donne. Pour le Cameroun, c'est un défi de taille mais aussi une chance : grâce à internet et aux innovations, on peut accélérer notre développement. Par exemple, au lieu de faire la queue une journée au guichet, on peut faire une démarche en ligne en 10 minutes – cela économise du temps et de l'argent. Les agriculteurs peuvent consulter les prix du marché sur leur téléphone et ne plus être trompés sur le prix de vente. Des jeunes peuvent créer des applications utiles (pour le paiement, la santé, le transport) et en faire des entreprises qui embauchent. Le défi est de rattraper notre retard numérique : actuellement, seul environ 1 Camerounais sur 2 utilise internet, et souvent à basse vitesse. On importe beaucoup de technologie, sans en produire assez nous-mêmes. Il faut donc investir dans les infrastructures (fibre optique partout, réseaux mobiles 4G/5G), former les jeunes aux métiers du numérique (codage, maintenance informatique), encourager les start-up locales (faciliter leur accès à des financements, leur donner des marchés pilotes).

Des pays africains comme le Nigeria ont vu naître des entreprises numériques valorisées des millions de dollars parce qu'ils ont un vivier de développeurs. Chez nous aussi, le talent existe – on le voit avec des solutions locales comme une appli de télémédecine ou des fintech – mais il faut un environnement propice (incubateurs, lois adaptées). L'innovation ne se limite pas au numérique : c'est aussi trouver des façons nouvelles de faire, adaptées à nos réalités (par exemple, un système d'irrigation ingénieux conçu par un agriculteur, ou un petit moulin à bas coût amélioré par un artisan). L'État doit soutenir la recherche et les inventeurs. Le citoyen a aussi un rôle : apprendre à utiliser ces outils, encourager nos produits tech locaux.



BOARDING THE TECH TRAIN



- Digital tools can save time and boost services (online forms, faster payments, market prices for farmers)
- Too few Cameroonians have fast internet and many lack digital skills
- Young people can create jobs through apps and tech startups
- To move forward, we need:
 - Better internet (fibre, 4G/5G), stable electricity
 - More training in coding and digital skills
 - Easier access to funding for local startups
- Innovation isn't just tech – it's finding new local solutions
- Government should support inventors, digital services, and local talent
- Everyone can benefit – but only if we invest now and include everyone



QUESTIONS À POSER AUX CANDIDATS

- Quel est votre plan pour améliorer l'accès à Internet rapide et stable partout ?
- Comment allez-vous soutenir les jeunes entrepreneurs du numérique ?
- Que ferez-vous pour former les jeunes (surtout filles) aux métiers du digital ?
- Que ferez-vous pour valoriser les innovations locales (tech ou artisanales) ?

COMMENT J'ÉVALUE LEUR RÉPONSE

- Donnent-ils des objectifs clairs (fibre dans chaque département, nombre de jeunes formés) ?
- Parlent-ils de financement pour les start-up, ou de soutien à l'innovation ?
- Proposent-ils un environnement favorable à la création (moins de bureaucratie, lois adaptées) ?
- Prévoient-ils des solutions pour inclure les zones rurales et les non-connectés ?

LES 3 PILIERS POUR ÉLEVER L'ÉCONOMIE CAMEROUNAISE





Lettre ouverte pour la transformation économique du CAMEROON

LES 3 PILIERS POUR ÉLEVER L'ÉCONOMIE CAMEROUNAISE

Agriculture	Produire massivement et nourrir d'abord le pays.	Mass-produce food, meet local needs first.	• Sécurité alimentaire • Matières premières pour l'industrie • Emplois ruraux / Rural jobs
Industrie	Transformer localement (pétrole, cacao, coton...) avec innovation.	Process raw materials locally with tech & innovation.	• Exportations à haute valeur ajoutée • Devises & balance commerciale • Emplois qualifiés
Culture & ICC	Valoriser les arts, médias, tourisme – moteur de soft power.	Boost creative industries & tourism – soft power driver.	• Revenus touristiques • Image du pays améliorée • Emplois jeunes & urbains

AGRICULTURE : “DU CHAMP À L’ASSIETTE”

Pourquoi ?

- Sécurité alimentaire : réduire les importations de riz, blé, poisson.
- Fournir des intrants réguliers aux agro-industries locales.

Mécanismes simples

1. Zones agricoles à haute intensité (irrigation, semences améliorées).
2. Coopératives et stockage : silos, plateformes logistiques.
3. Financement vert : micro-crédits, assurances récolte par mobile money.
4. Extension numérique : SMS prix marchés, météo de précision.

Impacts attendus (2030)

- Rendements +40 % sur maïs, riz, manioc.
- Déficit alimentaire divisé par 2.
- 1 million d’emplois ruraux supplémentaires.

Indicateurs de suivi

- Production céréales (t) / an.
- Part des importations alimentaires (%).
- Revenus agricoles moyens (FCFA/an).



INDUSTRIE : “TRANSFORMER ET EXPORTER”

Pourquoi ?

- Capturer la valeur ajoutée perdue dans l'exportation brute.
- Créer des emplois urbains formels et des devises.

Actions clés

1. Parcs industriels multi-secteurs (textile Nord, agro-Sud, pétrochimie Littoral).
2. Énergie fiable : barrages + solaire pour coût < 0,08 \$/kWh.
3. Incitations fiscales “jeune entreprise industrielle” (0 % IS 5 ans).
4. Fonds d'amorçage public-privé (10 M\$) + garanties de prêts.
5. Normes & qualité : label “Made in Cameroon – export grade”.

Impacts attendus (2030)

- Part de l'industrie manufacturière : 20 % du PIB.
- Exportations transformées +150 %.
- 500 000 emplois directs, 1,5 M indirects.

Indicateurs de suivi

- Valeur exportations non-brutes (M\$).
- Taux d'utilisation des zones industrielles (%).
- Nombre de brevets industriels par an.



CULTURE & ICC : “L'ÉCONOMIE CRÉATIVE AU SERVICE DU SOFT POWER”

Pourquoi ?

- Les arts et la création génèrent emplois, tourisme et identité forte.
- Un secteur à haute valeur, peu capitalistique, porté par la jeunesse.

Leviers concrets

1. Fonds national ICC (5 M\$/an) : soutenir cinéma, musique, jeu vidéo.
2. Incubateurs créatifs : studios, fablabs audio-visuels à Douala & Yaoundé.
3. Tourisme culturel : routes des chefferies, festivals (Ngondo, Femua-Cmr).
4. Export numérique : plateformes streaming “KamerFlix”, e-commerce d'artisanat.
5. Éducation artistique : écoles spécialisées, partenariats Netflix/Afrofuturism.

Impacts attendus (2030)

- Part ICC & tourisme : 5 % → 10 % du PIB.
- 300 000 nouveaux emplois créatifs.
- Recettes touristiques x2.

Indicateurs de suivi

- Nombre d'œuvres camerounaises exportées/an.
- Visiteurs internationaux culturels (milliers).
- Revenus ICC (MFCFA) & contribution PIB.

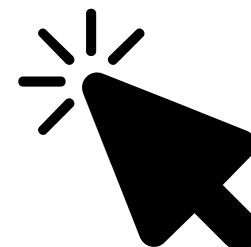




JOIN THE CONVERSATION!

- Share your ideas to enhance agriculture, industry and culture
 - Tell your field stories – wins, challenges, lessons learned
 - Suggest practical solutions – pilot projects, partnerships, tech innovations
 - Debate in a spirit of co-creation – every voice matters 🗣️
- 📢 Continuons ensemble la discussion
 - Partagez vos idées pour améliorer l'agriculture, l'industrie et la culture
 - Racontez vos expériences de terrain : succès, obstacles, leçons apprises
 - Proposez des solutions concrètes : projets pilotes, partenariats, innovations
 - Débattons dans un esprit de co-construction – chaque voix compte 🗣️
- 🔗 Retrouvez l'espace de discussion et laissez votre commentaire sur le blog : danydombou.fr

🔗 <https://danydombou.fr/transformation-economique-du-cameroun/>





Get in touch ?
 danydombou.fr